

Communiqué des organisations

Snesup-FSU, SUD Education, SUD Recherche, Union Solidaires 34, Solidaires Etudiants, Collectif du 22 mars, LDH34

Mobilisons-nous pour nos libertés, contre le racisme et les idées d'extrême droite

A Montpellier, manifestation le samedi 12 juin à 10h30, place Albert 1^{er}

Le 5 juin 2013, à Paris, Clément Méric, syndicaliste à Solidaires étudiant-e-s et militant antifasciste, tombait sous les coups de militants néo-nazis. Deux de ses agresseurs ont été condamnés à 5 ans et 8 ans de réclusion criminelle. C'était une agression de fascistes qui portent de façon viscérale et comme logique d'action la violence physique contre les militants de la liberté et de l'égalité. Oui, l'extrême-droite tue, dans le monde entier.

Le 22 mars 2018, à Montpellier, relevant de la même logique, dans une de nos facs, des étudiants mobilisés contre la loi ORE (dont on voit bien les dégâts aujourd'hui avec #Parcoursup) étaient violemment expulsés de l'amphithéâtre qu'ils occupaient. Organisé par et avec la complicité de certains professeurs, un commando de militants d'extrême-droite tabassait des étudiants, marqués physiquement et psychologiquement, à vie, par cet acte.

Deux de ces professeurs, P. Pétel et JL Coronel ont depuis été sanctionnés, de 5 ans d'interdiction d'enseigner pour l'un et radiation pour l'autre. Ce dernier a retrouvé rapidement un poste dans l'institut de M. Maréchal LePen ! D'autres professeurs, présents sur place, s'en tirent encore aujourd'hui sans être inquiétés !

Sur le plan judiciaire, le procès en cours requiert des peines de prison de 18 mois avec sursis et 10 mois fermes contre les deux professeurs. Un an avec sursis est requis contre P. Margand (royaliste, proche du Rassemblement National). Un an ferme est requis contre M. Roudier (membre du commando et fils du fondateur de la ligue du midi). Le délibéré sera rendu le 2 juillet 2021.

Ces faits du 22 mars 2018 montrent combien l'idéologie fasciste s'est immiscée dans toute la société, jusque dans nos universités : une idéologie décomplexée, agissante et parfois protégée par des institutions complices.

En effet, depuis maintenant plusieurs mois nous constatons un climat politique et social alarmant. Pervertissant la liberté d'expression, les amalgames et raccourcis provocateurs tendent à se banaliser médiatiquement : exacerbés sur les réseaux sociaux, où ils peuvent aller jusqu'à l'appel au meurtre, les allégations les plus graves se mêlent désormais aux discours haineux de certains éditorialistes. S'allier avec l'extrême droite ou reprendre ses idées ne constituent plus un interdit. Les propos et actes racistes et sexistes au travail et dans la vie se propagent. Les attaques contre les libertés et les droits sociaux s'accroissent gravement. Dans ce contexte politique, économique, social et sanitaire les injustices explosent et génèrent une forte misère sociale.

Plusieurs lois liberticides organisent une société autoritaire de surveillance et de contrôle qui empêcheraient d'informer sur des violences policières, déjà trop importantes. De plus, si certaines de ces lois stigmatisent une partie de la population en raison de sa religion, d'autres en ciblent en raison de leur activité militante.

Face à ce climat de haine, raciste et attentatoire aux libertés individuelles et collectives, nous avons décidé collectivement d'organiser le samedi 12 juin une première grande journée nationale de manifestation et de mobilisations qui se déroulera localement.

Les premiers signataires de l'appel national à la journée du 12 juin (<https://www.appelpourleslibertes.com/>):

Syndicats : CGT, FSU, Union syndicale Solidaires, Syndicat des Avocats De France, Syndicat de la Magistrature, Unef (Union nationale des Étudiants de France), Unl (Union nationale des Lycéens), Fidl, MNL (Mouvement national Lycéen), FSE (Fédération Syndicale Etudiante, l'Alternative, Confédération Paysanne, Union syndicale de la psychiatrie.

Associations et collectifs : Attac, LDH, FCPE, Fondation Copernic, Oxfam, Alternatiba, Amis de la terre Résilience commune, DAL, CNL (Confédération nationale du Logement), Emancipation collective, Rencontre des justices, Coexister, MRAP, CRAN, Sos Racisme, comité justice pour ibo QNQF, observatoire contre l'extrême droite, Mrap, association ViSA, Femmes égalité, Collectif National pour les Droits des Femmes, Collectif féministe Les Rosies, Les effronté-es, AFPS, Conseil démocratique Kurde France, FPCR, CRLDHT, UTAC, France Amérique Latine,

Médias : Regards, L'humanité, Politis, Contre temps ;

Organisations politiques : Ensemble, Generations, La France Insoumise, GDS, Nouveaux Démocrates, NPA, Place Publique, les jeunes écologistes, JOC, MJCF (Mouvement des Jeunes Communistes), UEC, PEPS, Jeunes Generation-s, Rassemblement Communiste, UCL